Parti Révolutionnaire Communistes
www.sitecommunistes.org

27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : http://www.sitecommunistes.org
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

24/06/2024

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 180 du 24 Juin 2024

BÉARN : SOUTIEN AU DÉLÉGUÉ CGT TIMOTHÉE ESPRIT AUX PRUD'HOMMES !

Le délégué CGT de Toray-CFE Timothée Esprit a contesté son licenciement en référé vendredi 14 juin aux prud'hommes, à Pau. La décision est attendue le 28 juin.

Ils étaient une centaine de syndicalistes réunis devant la cité judiciaire de Pau, pour soutenir le délégué CGT de Toray-CFE Timothée Esprit. Celui-ci conteste son licenciement en référé au conseil des prud'hommes.

Pour justifier cette mesure prise début juin, la direction de l'entreprise implantée bassin de Lacq avait mis en avant le soutien affiché par Timothée Esprit au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) sur sa page Facebook.

La Fédération nationale des industries chimiques-CGT avait dénoncé un « *licenciement politique* ». La décision du conseil des prud'hommes est attendue pour le 28 juin.

Ce camarade est le quatrième militant CGT licencié depuis les dernières élections dans l'entreprise où la CGT a gagné 58% de représentativité en octobre 2022. Il est évident que l'attaque contre ce syndicaliste est, avant tout, destiné à briser la CGT et la détermination des travailleurs.

L'annonce de ce licenciement, politique, a provoqué des grèves à Toray mais aussi ailleurs, notamment dans le bassin de Lacq ou dans les usines Michelin, ou encore à Air Liquide, en solidarité avec Timothée. Inédite, cette série de grèves est la meilleure première réponse dont nous puisons espérer et montre le chemin, celui de la lutte, à emprunter pour faire reculer la direction et obliger la réintégration de notre camarade.

SAINT-NAZAIRE (LOIRE-ATLANTIQUE) : DEUX BUREAUX DE POSTE MENACÉS DE FERMETURE !

Les bureaux de Poste de l'Immaculée et de Saint-Marc-sur-Mer, deux quartiers de Saint-Nazaire, sont sur la sellette. Un projet de fermeture que condamne également le maire pour qui La Poste « *s'éloigne des valeurs et principes du service public de proximité*. »

La Poste a engagé depuis plusieurs années dans une politique de « transformation » de ces bureaux de Poste en points contact qui prennent la forme de relais postaux et d'agences postales communales. Et Saint-Nazaire n'échappe pas à cette stratégie dénoncée par les syndicats qui y voient « un appauvrissement du service public de proximité dans les communes ».

Non à la fermeture !

Le maire de la cité navale, est du même avis : « *La Poste s'éloigne des valeurs et des principes du service public de proximité pour ne devenir qu'un service au public répondant à la seule logique de marché*. »

Alors que les bureaux de l'Immaculée et de Saint-Marc-sur-Mer sont menacés de fermeture, les salarié-es et la municipalité rappellent qu'ils « *s'opposent aux décisions de la Poste qui mettent un coup de canif dans le contrat social de la vie de proximité.* »

Et de poursuivre : « *Alors que le contexte économique, social et géopolitique entraîne le repli sur soi, à l'échelle de nos communes, il est primordial que chaque quartier de la ville conserve son dynamisme*. »

Cette ferme opposition doit faire reculer la Poste comme cela s'est produit à Donges, fin avril 2024.

VILLEBAROU PRÈS DE BLOIS : LE PREMIER ROUND TOURNE COURT ENTRE LA DIRECTION ET L'INTERSYNDICALE DE POULAIN !

Dénonçant une irrégularité, l'intersyndicale de Poulain a rapidement quitté le comité social et économique extraordinaire, ce jeudi 13 juin 2024, à Villebarou. L'instance sera reconvoquée prochainement pour aborder la fermeture de l'usine.

Une trentaine de minutes. C'est le temps qu'a duré le comité social et économique (CSE) extraordinaire convoqué jeudi 13 juin par la direction du groupe Carambar & Co. La fermeture de l'usine de production Poulain de Villebarou était à l'ordre du jour. Pour sauvegarder le site et les 109 emplois concernés, entre 250 et 300 personnes se sont rassemblées devant l'entreprise.

Les délégués du personnel ont rapidement demandé une suspension de séance du CSE, refusant d'aborder les différents points prévus. Durant une vingtaine de minutes, l'intersyndicale s'est réunie pour peaufiner une déclaration commune lue ensuite à la direction : *« Nous sommes très choqués par votre irresponsabilité sociétale et environnementale et par votre trahison du modèle " Made in France ". Le CSE central dénonce l'irrégularité de la convocation à la réunion de ce jour, à laquelle la direction a intentionnellement omis de joindre les documents d'information relatifs au projet de fermeture, en violation de l'article L. 1.233-31 du Code du travail. »*

Suspendu, le CSE a alors été reporté. Le prochain aura lieu mardi 25 juin, à 9 heures, sur place.

En attendant, l'intersyndicale lance un appel à une manifestation **samedi 22 juin**, en matinée, dans les rues de Blois. Si le parcours définitif n'est pas encore connu, on peut imaginer que le cortège fera une escale par la rue de la Chocolaterie, là où se trouvait l'usine historique.

DS SMITH À ROCHECHOUART (HAUTE-VIENNE) : LES SALARIÉS DE L'INDUSTRIE DU PAPIER MANIFESTENT POUR DÉFENDRE LEURS EMPLOIS !

A Rochechouart, les salariés des entreprises du carton se sont rassemblés lundi 17 juin dans la matinée devant la sous-préfecture pour sensibiliser les élus à l'avenir du site DS Smith.

Tout un bassin d'emplois est en danger !

Des salariés des sept entreprises du carton de Saint-Junien et de Charentes se sont rassemblés le matin devant la sous-préfecture de Rochechouart, inquiets pour leur avenir.

Ces entreprises représentent **1.650 emplois, et on estime entre 5.000 à 6.000 les emplois induits.**

Des fusions redoutées !

La CGT a lancé un appel national à la grève en raison des fusions ou des projets de fusion-absorption en cours en ce moment, comme c'est le cas pour DS-Smith, dont le siège est en Angleterre, et qui emploie 261 salariés à Rochechouart.

"*Quand il y a fusion, on parle souvent de casse d'emplois, de fermetures de sites, explique Denis Tabesse, secrétaire de l'union locale de la CGT de Saint-Junien.* **On a vu que la fusion Smurfit et Westrock ça a fait fermer une papeterie, et une cartonnerie est en cours de fermeture aussi.*"***

Les salariés, ont rencontré des élus du secteur dans l'après-midi du lundi 17 juin 2024.

DS SMITH DE SAINT-JUST-EN-CHAUSSÉE (OISE) :

Les machines sont à l'arrêt ; pratiquement tout le monde a cessé le travail». Cédrik Laparlière, délégué syndical de la CGT au sein de la société DS Smith de Saint-Just-en-chaussée, peut se satisfaire de la mobilisation dans l'Oise. Le syndicat appelait à la grève des salariés ce même lundi 17 juin «*On est là pour dire stop à ce qui se passe*», poursuit le représentant syndical.

Car le site du Plateau picard n'est pas le seul à avoir cessé le travail. «Les sites de Gagny, de Nice, de Rouen ou encore de Rochechouart sont à l'arrêt», assure Cédrik Laparlière.

Les salariés de l'entreprise de l'Oise se sont mis en grève, lundi 17 juin 2024 à 7 h 30. Ce mouvement s'est poursuivit jusqu'à mardi 5 h. Les salariés du papier-carton étaient invités à se mobiliser dans l'ensemble des entreprises hexagonales « *afin de mettre un terme au démantèlement de l'industrie* ». Selon le délégué syndical CGT de l'entreprise locale, Emmanuel Robin, le rachat en cours des usines DS Smith par l'américain International Paper entraîne des rapprochements entre usines qui pourraient se traduire par des licenciements et des fermetures de sites.

POLLUTION À ARCELORMITTAL À FOS : 250 REQUÊTES DÉPOSÉES AUX PRUD'HOMMES !

S'appuyant sur une nouvelle mise en demeure de l'aciérie de Fos-de-Mer par l'Inspection du travail, 250 requêtes de salariés ont été déposées par la CGT et leur avocate pour faire reconnaître le préjudice lié à leur exposition à des substances toxiques.

Aux côtés de Me Julie Andreu, une délégation syndicale de la CGT d'ArcelorMittal, associée à la CFDT, était

réunie lundi 17 juin au matin devant le tribunal des prud'hommes de Martigues pour une démarche en justice inédite et d'ampleur visant la multinationale de l'acier.
Ce lundi 17 juin, l'avocate a déposé les requêtes de plus de 250 salariés de la société et sous-traitants d'ArcelorMittal Fos qui demandent "**réparation de leur préjudice d'anxiété**", après leur exposition à de nombreaux produits dangereux, dont plus **d'une trentaine reconnus comme cancérogènes.**
Pour rappel, le dépassement des seuils réglementaires sur les émissions polluantes du site avait déjà été constaté en juin 2023 par l'Inspection du travail qui avait alors ordonné la suspension temporaire de l'activité de l'aciérie. Un arrêté suspendu en juillet 2023 par le tribunal administratif de Marseille pour des raisons de procédure et au vu des engagements pris par ArcelorMittal pour mener un plan d'action destiné à améliorer les conditions de travail des salariés.
"Ce qu'on pointe du doigt, c'est une impunité totale de l'industriel" !
"Ce qu'on pointe du doigt, vraiment, c'est une impunité totale de l'industriel (…) Le tribunal administratif a annulé la fermeture provisoire mais reconnu les manquements", rappelle Julie Andreu, notant qu'après une nouvelle inspection inopinée menée en avril, "huit mois plus tard, l'Inspection du travail a constaté qu'il n'y avait pas d'amélioration. Au regard d'une nouvelle mise en demeure, les salariés ont donc décidé d'agir, accompagnés de leurs syndicats".
***Porte-parole de la CGT d'ArcelorMittal Méditerranée, Stéphane Martins de Araujo estime intolérable que* "l'entreprise tente encore de gagner du temps sur des plans d'action pour mettre en sécurité la vie des salariés*", rappelant par ailleurs que "*plusieurs relevés de pollution, pourtant obligatoires, n'ont pas été menés par l'entreprise dans l'aciérie du site fosséen entre 2019 et 2022*".**
Et de témoigner "des systèmes de dépoussiérage et d'aspiration qui ne fonctionnent pas", des collègues contraints de travailler au milieu d'épais tapis de poussières cancérigènes. "On se bat pour faire éradiquer ces substances à la source, pour pouvoir faire en sorte que demain les salariés et les co-traitants soient en sécurité. Nous venons au travail pour faire vivre nos familles, pas pour y perdre la vie."
Les seuils explosés de près de 600% !
Secrétaire de l'Union locale CGT de Fos, Olivier Dolot regrette que "**l'entreprise tente de minimiser la situation**", en dépit de mesures d'émissions polluantes "pouvant exploser les seuils de près de 600%", et la preuve flagrante de ces dépassements apportée depuis l'été dernier par l'Inspection du travail.
"Ce n'est pas la CGT qui le dit, c'est le Code du travail !", renchérit Stéphane Martins de Araujo pour qui l'objectif de la procédure à Martigues est triple : "*faire acter l'exposition qu'ont eue les salariés, réparer un préjudice et faire pression sur l'employeur afin qu'il mette les moyens pour, dès aujourd'hui, supprimer totalement l'exposition de tous les travailleurs qui sont là aujourd'hui et qui seront là demain.*"
Après le dépôt des 250 requêtes, l'avocate et les plaignants seront d'abord convoqués par le conseil des prud'hommes en bureau de conciliation. "Et on verra si Arcelor, qui va constituer un avocat, sera d'accord au stade de la conciliation pour reconnaître ces expositions", précise Julie Andreu, "ou alors, s'ils ne sont pas d'accord, il y aura un procès avec une plaidoirie en bureau de jugement".

CHU DE NANTES : 40 LITS SUPPLÉMENTAIRES FERMÉS, UN SIGNALEMENT DÉPOSÉ AUPRÈS DU PROCUREUR !

Après la fermeture de 40 lits au CHU de Nantes dans deux services différents, les soignants perdent patience. Un signalement a été déposé auprès du procureur de la République.
Après **la fermeture de lits en psychiatrie**, à l'hôpital Saint-Jacques, au sud de la métropole, c'est au tour du service neuro-traumatologie de voir **20 lits fermer depuis vendredi 14 juin 2024**.
Le service était déjà en grève depuis plusieurs semaines pour exiger un **renforcement des effectifs** afin d'améliorer leurs conditions de travail.
Épuisement professionnel !
Actuellement, c'est une véritable hécatombe dans le personnel. **10 infirmiers, sur les 12** que compte le service neuro-traumatologie, sont en arrêt. Pour les aides-soignants, **7 d'entre eux sur les 14 le sont**. Tous en raison d'un épuisement professionnel.
« *Cette politique politico-économique est indigne* », déclare Olivier Terrien, secrétaire général de la CGT du CHU de Nantes. Selon lui, elle consiste à « *augmenter la charge de travail* ***au détriment de la santé physique et psychique des professionnels***. »
Ces fermetures sont dues à une montée en charge de travail, elles-mêmes causées par des fermetures en rééducation fonctionnelle, assure Olivier Terrien.
Fermeture en orthopédie !
Ce ne sera pas la dernière fermeture de lits que devra endurer l'équipe soignante. **20 autres lits dans le service d'orthopédie** ont fermé à partir du lundi 17 juin.

Le personnel d'orthopédie va donc **monter en renfort au service neuro-traumatologie**, dont les opérations sont généralement plus urgentes.
Ce service s'occupant notamment des patients paraplégiques et tétraplégiques.
Signalement auprès du procureur !
Aucun préavis n'a été déposé avant cette énième fermeture de lits. La goutte d'eau qui fait déborder le vase.
En conséquence, **un signalement va être déposé auprès du procureur** de la République de Nantes pour « *non respect du code du travail* ».
« *L'employeur doit respecter la santé physique et psychique des professionnels. Or, on nous impose une intensité de travail incompatible avec les capacités du corps humain* », explique Olivier Terrien à actu Nantes.
À ce jour, **la direction du CHU n'a pas répondu aux demandes** des soignants, malgré leurs multiples signalements et l'invitation à « ***venir voir en immersion comment on travaille***. »

BENTA-LYON (LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE) : GRÉVE DU 21 JUIN POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL !
Devant des conditions de travail dans l'entreprise qui ne cessent de se dégrader, les recrutements prévisionnels (opérateurs et techniciens de production, maintenance, magasin, qualité, gestion projets et autres…) qui ne sont pas faits alors que la Direction annonce une activité en forte croissance dans les semaines à venir le mécontentement grandit dans l'entreprise.
Le syndicat CGT dénonce les atermoiements de la direction sur l'emploi conjugués aux déficiences techniques du parc industriel. Cela a une répercussion directe sur l'organisation de la production et impacte directement les conditions de vie au travail des salariés.
De perpétuels arrêts, reports et annulations de production ont un impact sur la trésorerie et donc sur les capacités à investir sur le site, condition incontournable pour prétendre avoir sa place dans le paysage industriel pharmaceutique.
Le syndicat CGT estime que c'est le moment de mobiliser des moyens financiers, techniques et humains pour garantir la pérennité du site et des emplois.
Les salariés ont manifesté massivement le 21 juin pendant une heure pour exprimer leur colère et se sont rassemblés dans le réfectoire pour aller ensemble à la direction de l'entreprise porter leurs exigences.

THALÈS ALENIA SPACE (TOULOUSE) : LICENCIEMENTS PREVUS !
1.124 postes dont 715 à Toulouse sont en danger. Ce plan de destruction de postes dans le spatial ne se justifie, dans la quasi-totalité des secteurs de l'entreprise, que par la volonté d'accroitre les profits et non pas par des problèmes de plan de charge **comme le dénonce la CGT depuis le 7 mars.** En AG de syndiqués, il a été décidé de faire de la **journée du 28 juin** une journée importante de mobilisation pour défendre les emplois dans le spatial en parallèle du CSE ordinaire organisé par la direction, en organisant un rassemblement devant l'entrée principale.
Tous les syndicats CGT sont appelés à venir en soutien de la mobilisation des salariés de TAS pour défendre leurs emplois et ceux du tissu économique lié à TAS, lors du **rassemblement** le **vendredi 28 juin dès 9h devant l'entrée de Thales Alenia Space, au 26 Av. Jean François Champollion à Toulouse.**

EXXONMOBIL À PORT-JÉRÔME (SEINE-MARITIME) : BOUCHONS, BARRAGES... LA GRÈVE RECONDUITE !
La circulation est à nouveau difficile dans la zone industrielle de Port-Jérôme-sur-Seine, depuis le jeudi 20 juin 2024. La grève à ExxonMobil a été reconduite avec des barrages filtrants.
Comme la veille, les manifestants ont mis en place des barrages filtrants. La circulation s'est donc de nouveau compliquée. « *On n'a pas bloqué en début de matinée pour ne pas gêner les élèves qui passent le bac* », indique Germinal Lancelin, secrétaire général de la CGT ExxonMobil Chimie. Mais à 8h30, les barrages étaient bien de retour. Le syndicaliste note « *environ 200 grévistes déclarés* ». Ils espèrent rencontrer la direction pour obtenir des garanties sur la conservation d'emplois. Aussi, Germinal Lancelin annonce que le mouvement pourrait impacter les livraisons de carburant.
Sur leurs réseaux sociaux, les syndicats annoncent une grève massive. Et le blocage pourrait se poursuivre tant qu'il n'y aura pas de « *réunion de négociation avec des garanties dans les plus brefs délais* », annonce Germinal Lancelin, secrétaire général de la CGT ExxonMobil Chimie.
D'importants bouchons se sont formés suite à l'installation de barrages « *très* » filtrants.
647 emplois toujours menacés !
Mardi 18 juin, en fin d'après-midi, la direction du site regrettait l'issue de la quatrième réunion de négociation relative « *aux conditions du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)* ». Pour rappel, une partie de l'activité chimie

du site va être stoppée, ce qui pourrait donner lieu à de nombreux licenciements. **647 emplois sont menacés actuellement**.
les syndicats pointent l'absence de garanties de la direction. Et donc, « *la menace de centaines de licenciements secs pour des travailleurs* », expose Germinal Lancelin. Les barrages et la grève pourraient se poursuivre **tant qu'il n'y aura pas de date pour une réunion de négociations « *avec de vrais engagements* ».**

TRANSDEV AU HAVRE (SEINE-MARITIME) :PRÉAVIS DE GRÈVE SUR LE RÉSEAU LIA POUR LE PASSAGE DE LA FLAMME OLYMPIQUE !

Le **trafic va être sérieusement perturbé lors du passage de la flamme olympique. En plus des restrictions de circulation,** le syndicat CGT Lia**, de l'entreprise Transdev, a déposé un préavis de grève à compter du vendredi 5 juillet 2024 jusqu'aux alentours de la rentrée scolaire, le 15 septembre.**

Un préavis de grève déposé à compter du 5 juillet !

L'entreprise exploite le réseau de transport LiA sur l'agglomération havraise. Dans le cadre du renouvellement de la délégation de service public avec le Havre Seine Métropole, les représentants du personnel s'attendent à de fortes dégradations des conditions de travail **à partir du 1er septembre**. Une première **alarme sociale** a été déposée en ce sens le lundi 3 juin.

« *Actuellement, pour couvrir tout le réseau, on a 250 tours par jour. Ils en suppriment 26, ce qui fait 26 services en moins, en gros, cela n'est jamais arrivé dans l'histoire du réseau. On va se retrouver avec 43 tours, avec des blocs de plus de quatre heures de conduite d'affilée, sans pause. C'est dangereux et, en plus, accidentogène"* , s'inquiète Sébastien Leroux, délégué syndical CGT Transdev Le Havre.

À cela s'ajoute un autre motif de mécontentement porté par le syndicaliste : « *Actuellement, nous avons des tours à la journée, en deux vacations, les amplitudes sont de 10h30 à 11 heures maximum. À partir de septembre, les* ***amplitudes vont être de 12 heures****. En termes de conditions de travail,* ***on revient 15 ans en arrière****.* »

Une diminution des fréquences de passages de lignes !

Ces évolutions résultent principalement d'une **diminution des fréquences de passage** de plusieurs lignes de bus et de tram. Les rames sont bondées. Déjà, depuis le 1er juin, on est passé en horaires de vacances scolaires par manque d'effectifs. On enchaîne déjà les retards. Les gens sont entassés dans les bus. **Ce n'est pas normal**. On n'offre **pas un bon service à la clientèle**. »

Le préavis de grève a été déposé le lundi 17 juin par la CGT, démarche soutenue par le syndicat CFDT des transports urbains.

Le syndicaliste s'attend à une grève suivie. « *Il y a un ras-le-bol général des salariés* », souffle Sébastien Leroux, listant une série de revendications qui s'ajoutent à leur premier motif de mécontentement, comme la **demande de places de stationnement** et d'une **prime exceptionnelle pour les salariés** qui travaillent certains jours de festivités, « *comme nos camarades de Rouen ont* », pointe-t-il.

BLAIN (LOIRE-ATLANTIQUE) : GRÈVE ILLIMITÉE A L'HÔPITAL PSYCHIATRIQUE !

À partir du lundi 24 juin 2024, une grève illimitée va débuter au centre hospitalier spécialisé de Blain : Epsylan. Une décision qui fait suite à la menace de fermeture de lits.

« Nous avons été informées par la direction le 30 mai 2024 que sans renforts médicaux des autres établissements psychiatriques du département, il était envisagé la fermeture de nos deux dernières unités d'admission, soit 40 lits », annonce l'intersyndicale CGT/Sud/CFDT.

Face à ce constat, l'intersyndicale a décidé de commencer une grève illimitée à compter du lundi 24 juin 2024.

Pour rappel, Epsylan, depuis mars 2023, a déjà fermé **34 lits d'admissions de psychiatrie adulte.** Cette décision fait suite à l'annonce de psychiatres de quitter l'établissement au mois de septembre.

L'effectif médical restant sera de 5,2 Équivalent temps plein (ETP) pour un secteur représentant **55 % de la Loire-Atlantique.**

L'Intersyndicale indique que « *la direction reste à ce jour dans l'attente d'une réponse pour obtenir 1,8 ETP de renfort médical pour maintenir ces deux admissions. Elle est dans l'attente des conclusions, prévues pour février 2025, d'un audit piloté par le GHT 44 qui laisse craindre le pire sur le sort d'Epsylan* ».

Action prévue devant l'ARS le 27 juin !

L'intersyndicale, réunie en assemblée générale le 13 juin dernier, a acté, avec les 150 agents présents, « ***le début d'une grève illimitée sur notre établissement à compter du 24 juin*** ».

Une action est prévue devant l'ARS (Agence régionale de santé) à Nantes le jeudi 27 juin 2024 à 14 h. « Nous appelons les autres organisations syndicales des hôpitaux du département à nous rejoindre devant l'ARS, car la situation d'Epsylan impacte tous les établissements et tous les citoyens. »

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :

Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)

Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement